

priées soient adoptées d'un commun accord, après la reprise des pourparlers de Kaesong, afin que soient réglés les incidents qui restent encore sans solution ». Ils ont répété que leurs officiers de liaison ne discuteraient que le jour et l'heure de la reprise des négociations à Kaesong.

Plusieurs rencontres ayant eu lieu entre les officiers de liaison sans qu'ils puissent se mettre d'accord, le commandant des Nations Unies proposa le 27 septembre aux commandants communistes que les deux délégations se réunissent le plus tôt possible à un point situé à peu près à mi-chemin entre les lignes de feu, dans le voisinage de Songhyon-ni, à quelques milles au sud-est de Kaesong; ils reprendraient là la discussion d'une ligne de démarcation et d'une zone de démilitarisation aussitôt après la discussion qui pourrait être nécessaire pour préciser les dispositions matérielles et de sécurité à prendre au lieu même des réunions. A la fin du mois, on ne s'était pas encore entendu sur la reprise des pourparlers relatifs à la trêve elle-même.

Pendant ce temps-là sur le champ de bataille, le combat gagnait en ampleur et en intensité; de nombreux engagements locaux se déroulaient sur les collines situées stratégiquement; de la mer et du haut des airs, les forces des Nations Unies soumettaient à un bombardement nourri diverses cibles de la Corée du Nord.

LES CANADIENS EN CHINE

Le ministère des Affaires extérieures a annoncé le 10 septembre que le Chargé d'affaires du Royaume-Uni à Pékin avait fait, le 1er septembre, des représentations au ministre des Affaires étrangères du Gouvernement central du Peuple de la République populaire de Chine, lui exprimant la vive inquiétude que cause au Gouvernement canadien la ligne de conduite suivie par la Chine à l'égard des Canadiens, et le priant de voir à ce que des mesures soient prises prochainement pour améliorer cet état de choses. Comme le Canada n'est pas représenté à Pékin, le Gouvernement canadien a eu recours aux bons offices du Chargé d'affaires du Royaume-Uni.

Des représentations ont été faites en avril au sujet de l'arrestation de ressortissants du Royaume-Uni, de l'Australie, du Canada et des États-Unis, et au sujet de leur détention au secret sans qu'on ait fourni aucune raison de leur arrestation. Néanmoins, cet état de choses s'est encore aggravé depuis. Les arrestations et les détentions arbitraires pour des périodes indéfinies sans que les familles, les amis ou les représentants nationaux puissent communiquer avec les intéressés n'ont pas cessé. Des missionnaires des diverses confessions religieuses et d'autres personnes qui depuis des années se consacrent aux œuvres sociales en Chine ont eu à souffrir de durs traitements. En outre, les ressortissants étrangers de toutes classes qui demandent des permis d'entrée ou de sortie sont en butte à des difficultés et à des retards de toutes sortes.

Le traitement infligé aux Canadiens en Chine est un sujet d'anxiété constante pour le Gouvernement canadien, qui a été heureux de pouvoir s'associer à la démarche du Chargé d'affaires du Royaume-Uni auprès du Gouvernement de Pékin, démarche faite au nom des Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et des États-Unis.

On se rappellera que sept Canadiens sont aux arrêts en Chine. Cinq religieuses de l'Immaculée-Conception sont détenues à Canton; le docteur Stewart Allen, missionnaire-médecin de l'Eglise Unie est détenu à Szechwan; Monseigneur l'évêque C. M. O'Gara, de l'Ordre des Passionistes a été arrêté à Yuanling et l'on rapporte qu'il est actuellement à l'hôpital mais sans indiquer qu'il a été relâché.